

<p style="text-align: center;">Note de cadrage Forum de la Rénovation Les socialistes et la nation</p>

La commission « *Les socialistes et la nation* » soumet aujourd'hui à réflexion un diagnostic cernant les points d'accord, mais aussi les interrogations que ses travaux, les auditions auxquelles elle a procédé¹, ont permis de mettre en évidence.

La nation est une notion vaste, aussi cette note ne saurait-elle prétendre à l'exhaustivité. Bien des thèmes n'ont été qu'effleurés ; nous aurions pu par exemple traiter de la question de la sécurité, de l'éducation ou encore des médias.

Mais il nous semblait que nous devions en priorité répondre à trois questions :

- Quelle nation voulons-nous ?
- Quelle République voulons-nous ?
- Quelle Europe voulons-nous ?

1. Quelle nation voulons nous ?

A priori, au plan philosophique ou politique, la notion de nation, comme beaucoup de formes politiques, n'est ni un mal, ni un bien. Tout dépend de l'usage qui en est fait. Elle est d'ailleurs dans le monde d'aujourd'hui, un ressort politique au moins aussi puissant que la démocratie sinon plus. Les deux notions sont très liées dans la mesure où la nation politique moderne a été pour le meilleur et pour le pire, le berceau de la démocratie moderne.

Elle est aussi une des plus souples entités politiques car on y met presque tous les contenus possibles et ceux-ci s'avèrent même parfois contradictoires. Cette diversité, ces contradictions, s'expliquent par le fait que la conception de la nation est profondément ancrée dans la culture des peuples, leur histoire, et qu'elle intègre les éléments fondamentaux de leur identité. Elle est, en outre, étroitement liée aux idéologies politiques qui en ont fait usage et en ont transformé le sens originel.

Dans certains Etats européens, le concept de « nation » sert à indiquer la citoyenneté, c'est-à-dire un lien juridique entre un Etat et une personne, indépendamment de l'origine ethnoculturelle de celle-ci, tandis que dans d'autres, il renvoie à une communauté précise parlant une langue donnée et caractérisée par un ensemble de traditions culturelles et historiques analogues, par une même conception de son passé, par les mêmes aspirations et par une même conception de son avenir.

Cette infinie diversité est sans doute une des sources de vitalité, de continuité et de régénération des creusets nationaux. Sauf qu'en France, le terme est lourd de sens.

¹ Lors de ces auditions, la commission a examiné le lien historique qui unit les socialistes à la nation depuis la Révolution française, avec une présentation par Philippe Darrilat, puis a débattu de l'altérité avec Malik Salencourt, vice-président de la Ligue des droits de l'Homme, de l'universalisme avec Adrien Abecassis, diplomate, et enfin du rapport de l'opinion avec la nation, avec Stéphane Rozes, de l'institut CSA.

Le concept moderne de « nation » a émergé à la fin du XVIII^e siècle, à la faveur d'une part de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis de 1776 et de la Constitution américaine de 1787, et d'autre part de la Révolution française, qui s'est largement inspirée des conceptions de Rousseau et de l'abbé Sieyès.

La gauche et la nation sont toutes les deux filles de la Révolution. Dans notre pays, c'est bien la gauche qui fonde alors la Nation, lorsque révolutionnaires et « patriotes » se confondent exactement. Elle devient le fondement du pouvoir ; elle repose sur l'affirmation du citoyen qui remplace alors le sujet. Évoquer la nation en France, c'est donc toucher à l'essentiel : au pouvoir du souverain, au pouvoir du peuple et à la façon de vivre ensemble. Car la France est l'un des rares Etats dans l'Histoire à se définir de manière politique et non territoriale ou ethnique.

La nation, en France, ne se caractérise pas tant par une histoire commune que par l'acceptation d'un vivre ensemble. Elle exprime la volonté de construire un avenir commun. Mais aujourd'hui, nous sommes confrontés à un délitement du lien social qui participe du délitement du lien national, si bien que la République n'est plus vécue en mouvement mais plutôt figée et attaquée de toutes parts.

La droite a su s'engouffrer dans la brèche. Elle a développé une conception statique et « subie » qui puisait sa légitimité dans l'origine, l'héritage, le sang, la langue maternelle... Elle s'en est servie pour imposer une certaine histoire de France et délivrer une réponse nostalgique, une solution de repli face à la mondialisation. Plus ostensiblement encore, elle a choisi de lier son récit national à la question de l'immigration. Le message se révèle alors d'une clarté absolue, – la nation est exclusion de l'autre... Une idéologie brutale, discriminatoire, qui autorise et légitime du même coup des dérapages verbaux – « *la France, tu l'aimes ou tu la quittes* » – qui ont vite fait de pénétrer les esprits. L'appartenance à la nation s'apparente alors presque à une fatalité, relève d'une espèce de prédestination qui ne laisse aucune place à la volonté d'adhérer et de participer. Le passé est alors tout et le droit n'est rien. On ne peut pas être français parce qu'on le décide, parce que l'on adhère à un « pacte national », mais seulement parce que l'on est dans son âme, parce que l'on est né Français et que nos morts sont ensevelis dans le sol de France. Le sang prend le pas sur le droit et la citoyenneté. Dans ce cadre, historiquement, de manière récurrente en période de crise, ce nationalisme se croit menacé par un danger intérieur.

Et nous quelle réponse, quel récit national allons-nous construire ? Nous sommes les héritiers d'une conception dynamique, volontariste de la Nation. Nous avons su rappeler que celle-ci s'hérite moins qu'elle ne s'enseigne, qu'elle demeure un projet à parfaire, un horizon. Ségolène Royal a su le formuler clairement : « *La Nation (...) ne demande pas aux gens d'où ils viennent, mais où ils veulent aller ensemble.* » Au message de Nicolas Sarkozy, nous voulons en opposer un autre : « *Nous aimons la France, construisons-là ensemble !* ». Le projet de la nation, pour les socialistes, c'est la République.

Mais nous nous sommes aussi heurtés à une difficulté, celle de mettre un contenu dans le projet auquel nous souhaitons rallier les Français. A plusieurs reprises, nous leur avons parlé à eux, et non à la nation. Or la gauche est attendue aussi sur sa capacité à formuler un récit national. Nous avons indiqué, à juste raison, où nous voulions aller ; les Français voulaient aussi savoir qui ils sont.

La question de la mémoire et de l'histoire se révèle fondamentale dans la mesure où leur transmission est un élément constitutif d'une nation. Elle y puise son identité, son caractère. Et si aujourd'hui la République peine à transmettre ce socle qui fonde une communauté de destin, n'est-ce pas parce qu'elle développe une vision idéalisée de son histoire ? On pense évidemment au colonialisme et aux guerres coloniales, à la collaboration, voire même à la France d'avant la Révolution... Dès lors, n'est-il pas temps de renouer les mémoires blessées et de les reconnaître afin de permettre la réconciliation ?

C'est peut-être le meilleur moyen d'inculquer des références, une mémoire commune, alors même que pour un nombre croissant de Français, l'histoire familiale ne correspond pas à l'histoire nationale, et que le récit qui en est fait renvoie chacun à ses origines plutôt qu'à un processus d'appropriation collective. Comment procéder pour que l'histoire ne divise pas la Nation au travers de débats tel que celui portant sur la colonisation ? Comment répondre à la perte de la transmission d'une représentation commune ? L'absence d'histoire commune, de références communes semble aujourd'hui – alors que ce n'était pas toujours le cas dans le passé – devenir un obstacle, ou du moins un facteur d'éclatement, voire de repli communautaire.

La question de savoir comment on devient Français est également posée par l'entremise de l'évolution de notre code de la nationalité, qui a donné lieu, à plusieurs périodes de notre histoire, à des affrontements révélateurs entre la droite et la gauche. Au début de la législature 1997/2002, nous avons remporté une victoire politique nette sur la droite en revenant au principe de l'automaticité de l'acquisition de la nationalité française pour les enfants d'étrangers nés en France (automaticité à 18 ans, par la volonté du jeune à 16 ans ou des parents à partir de 13 ans) qui avait été supprimé par la réforme de 1996. Il y a aujourd'hui un débat entre socialistes : faut-il en rester là ? Ou convient-il de revenir au principe de l'automaticité dès la naissance ?

La question de savoir « *ce qu'être français veut dire* » s'est toujours réglée au travers du dépassement des individus et des groupes sociaux par quelque chose qui les transcende. Comment, aujourd'hui, refonder le contrat républicain ? Comment construire une histoire partagée pour une mémoire commune ? Comment assurer la promotion pour chacun des valeurs collectives ? Ces trois questions sont au cœur de la réponse que nous devons apporter aujourd'hui pour refonder notre République : quelles sont les valeurs collectives que nous voulons transmettre ? Que voulons-nous construire ensemble ?

La République et la nation sont indissociables pour les socialistes. La première est en quelque sorte promesse de l'autre. Dès lors, la nation pour la gauche, c'est la République.

2. Quelle République voulons-nous ?

Non seulement la République ne parvient plus à transmettre les valeurs autour desquelles se retrouvait la Nation dans le passé, mais d'autres interrogations se font jour aujourd'hui concernant l'Etat, autour duquel s'est forgée cette Nation. Le constat de son affaiblissement nécessite sans conteste de définir un nouveau point d'équilibre entre centralisation et décentralisation, uniformité et diversité (jusqu'où ?). Cette réflexion ne peut en aucun cas être éludée.

En effet, derrière la question de l'Etat, il y a aussi, pour la gauche, le risque d'un ensemble de mutations profondes qui pourraient porter atteinte à ses valeurs et à son projet de

transformation de la société. Avec un Etat faible, difficile de transformer le pays comme nous entendons le faire. L'apparition de politiques locales dans des secteurs sensibles (comme le social) entraîne ainsi l'émergence de nouvelles formes de discriminations : on est traité différemment selon que l'on naît dans le Calvados ou dans les Landes. Jusqu'où peut-on aller dans cette voie ? Certains réclament pour les collectivités locales le droit d'édicter des normes qui leur seraient spécifiques. Faut-il aller dans ce sens ? Jusqu'où ?

Depuis 1791, la République est une et indivisible, ce qui sous-entend qu'un seul pouvoir politique exerce sa souveraineté sur l'ensemble du territoire. Le monde moderne apparaît plus fragmenté, des pouvoirs locaux existent dont les compétences varient selon les lieux. Décentralisation, déconcentration, la France est-elle encore une République indivisible ? Faut-il revoir la forme de l'Etat ? Comment garantir l'égalité de tous sur le territoire ?

De même, comment, garantir la diversité culturelle dans notre pays ? Chacun s'accorde à considérer que la nation n'est pas synonyme d'uniformité. Mais la montée en puissance des revendications identitaires, encouragées par la droite, marque à l'heure actuelle le recul de l'universalisme. Les valeurs universelles que nous portons depuis la Révolution, l'égalité ou la laïcité par exemple, posent dès le départ le paradoxe de ne pas être universellement reconnues. Ainsi, alors qu'on aurait pu croire que la mondialisation constituerait un facteur d'harmonisation, elle a au contraire contribué à exacerber les différences, poussant certains, à l'image des néo-conservateurs américains, à entrer dans une logique de conflit de valeurs frontal.

Mais comment procéder afin que la prise en compte des diversités culturelles propres à chaque société ne conduise pas à la reconnaissance de groupes distincts ? Faut-il forger des rites d'intégration républicaine ? Il faut réfléchir sérieusement à cette question car les cérémonies d'accueil dans la Nation organisées par les maires ont su donner une solennité bienvenue à l'acquisition de la nationalité française. Convient-il d'aller plus loin dans ce sens ?

La clé de voûte de ce « vivre ensemble », c'est la laïcité, qui est plus qu'une simple valeur, – le principe même de l'organisation de notre République, un principe juridique d'une totale modernité couvrant un large domaine d'applications. La gauche ne peut laisser cette garantie de liberté et de diversité des expressions être abusivement caricaturée ou détournée. Le principe de laïcité n'est pas une idéologie particulière mais un cadre, celui qui rend possible l'inclusion de tous dans le projet national. La laïcité reste un élément fort du discours socialiste, car elle vient en appui d'une approche équilibrée et égalitaire de la nation. Le dépassement des particularismes autorise la liberté de chacun, l'expression du pluralisme. La laïcité rend libre.

Au final, des questions sensibles ont déjà trouvé des réponses dans nos engagements de congrès. Notamment celle de l'immigration pour laquelle le Parti socialiste, refusant l'alternative entre immigration choisie et subie, a mis au cœur de ses orientations les notions essentielles de droits et devoirs des résidents.

Là encore, on retrouve le contrat social : que voulons-nous faire ensemble ? Quels droits, quelles garanties, mais aussi quels devoirs pour les citoyens ? Il nous faut redonner du sens au contrat social pour redonner du sens à la République, un sens au mot nation.

Quelle République voulons-nous ? Il s'agit bien de refonder une République nouvelle qui saurait accueillir en son sein ceux qui veulent la construire, une République métissée.

3. Quelle Europe voulons-nous ?

Jusqu'à une période récente, la souveraineté et la démocratie s'exerçaient exclusivement dans le cadre national. Longtemps, les organisations internationales ont émané des Etats. C'est toujours le cas pour les Nations Unies et beaucoup d'autres institutions.

Parce que la nation est le fondement de la souveraineté, le cadre européen pose aujourd'hui question. Et ce à double titre :

- Quelle est la légitimité des décisions prises à Bruxelles ?
- Dans quelles conditions la démocratie et la souveraineté peuvent-elles s'exercer dans un cadre supranational ?

En effet, les titulaires de la souveraineté nationale se sont peu à peu exonérés de leurs responsabilités, se réfugiant derrière des contraintes externes telles que la mondialisation, la construction européenne et le pouvoir de Bruxelles. Et le citoyen s'interroge de plus en plus sur la légitimité d'une autorité supranationale qui semble habilitée à prendre des décisions en dehors de tout contrôle démocratique.

Notre conception d'une «*fédération d'Etats-nations* » était censée permettre de répondre au double besoin d'Europe et de Nation. Reste-t-elle pertinente à l'heure de l'élargissement de l'Union ?

Comment faire fonctionner la démocratie dans le cadre européen ? Peut-on parler de la constitution d'un espace politique dans une Europe à 27 ? Il n'y aura pas de citoyenneté européenne sans souveraineté populaire. Comment parvenir à cet objectif ? Ce sera d'autant plus malaisé qu'il n'existe pas aujourd'hui de peuple européen, – pas même de véritables partis politiques européens constitués.

Du point de vue de la démocratie et de la souveraineté, les hésitations de la construction européenne pose la question de savoir si la nation reste l'horizon indépassable du cadre démocratique. L'affirmer, et bien que cela puisse sembler contradictoire eu égard à notre aspiration en faveur d'une véritable démocratie européenne, c'est s'appuyer sur le constat que la nation demeure aujourd'hui un cadre non dépassé, essentiel si l'on veut être efficace sur des sujets tels que le social, l'environnement ou la résolution de conflits.

Bien sûr, la situation actuelle dévoile une crise de l'identité européenne qui marque, dans la perspective de l'approche française, la fin de l'idée selon laquelle l'Europe serait «*la France en grand* », – idée qu'avait en son temps exprimée François Mitterrand : «*La France est notre patrie, l'Europe notre avenir* ».

Pour les Français, trop souvent l'Europe est une projection, la transposition à l'échelle européenne d'aspirations sociales nationales. D'ailleurs, une étude d'opinion réalisée lors de la campagne pour l'élection présidentielle a montré que plus on est fier d'être français, plus on l'est également d'être européen. Mais en chargeant l'Europe de toutes les vertus, on lui a aussi imposé d'assumer tous nos échecs.

On voit bien le problème qui est devant nous, le nœud qu'il nous appartient de dénouer. C'est pourquoi, il nous faut dire clairement que :

- l'Europe n'est pas et ne peut pas être un substitut à la Nation ; ce n'est pas non plus « la France en grand ». Dès lors, la meilleure définition de l'Europe demeure probablement encore la « *fédération d'Etats-nations* ».
- Même si notre projet pour l'Europe ne peut se résumer à l'Europe des projets, celle-ci doit très vite, pour prétendre incarner l'intérêt général, investir des domaines qui touchent au quotidien de nos concitoyens ou qui ont un impact très concret sur leur vie : salaire minimum, nouvel Erasmus....
- l'Europe, ce sont aussi et surtout des valeurs et des principes communs, expressions d'une même civilisation (justice, solidarité par la régulation et la redistribution), mais également une voix dans le monde et la mondialisation. Au XX^e siècle, elle a su répondre à la grande peur du moment, celle de la guerre, en devenant le symbole de notre volonté de construire la paix. Aujourd'hui, il lui revient de répondre aux enjeux et aux inquiétudes que suscitent la mondialisation.

Voilà esquissé un avenir pour l'Europe, un avenir pour la France.